

5 avril 1995, Québec

Allocution à l'occasion du dîner de la Chambre de commerce de Québec

Votre président, monsieur Boucher, nous a indiqué que le dîner de ce soir est l'occasion d'une première. C'est la première fois qu'un premier ministre du Québec vient rencontrer les membres de cette Chambre de commerce: vous m'en voyez ravi. C'est une première à laquelle j'espère bien qu'il y aura des suites.

Lorsque, il y a six mois à peu près, ce gouvernement a été constitué, il s'est engagé à faire deux choses. D'une part, faire débloquer un certain nombre de dossiers, bouger, faire en sorte que les choses aboutissent et, d'autre part, tenir un référendum sur la souveraineté. Je veux vous parler brièvement de ces deux objectifs du gouvernement. Faire bouger les choses, relancer à la fois l'économie et, au fond, le fonctionnement de la société: il était temps. Ce qui m'a peut-être le plus surpris en revenant aux affaires a été de constater à quel point tout effort était devenu extraordinairement difficile et compliqué. Que de déplacer de cinq degrés vers la gauche ou de cinq degrés vers la droite quelques programmes, c'était comme déplacer une montagne. On ne cherchait plus, comme à l'époque où la Révolution tranquille avait cours, les dix ou douze raisons de faire quelque chose, mais les quarante raisons de ne pas la faire.

Néanmoins, nous avons commencé à débloquer un certain nombre de choses. Sur les 125 engagements que nous avons pris pendant la campagne électorale, nous en avons réalisé 51. À l'heure actuelle, il y en a une quarantaine d'autres qui sont en cours de réalisation. Les réalisations comprennent, par exemple, un plan pour assurer que toutes les personnes qui voulaient lancer des entreprises sans avoir beaucoup d'argent puissent obtenir un prêt bancaire, peut-être pas un montant considérable mais suffisant pour leur permettre de démarrer avec la garantie du gouvernement.

Cela a l'air de rien mais, en l'espace de quelques mois, il y a maintenant à peu près 14 000 emplois qui ont été créés par plus de 2 500 petites entreprises. On parle de petites entreprises, de toutes petites entreprises et c'est singulièrement significatif pour les jeunes. Beaucoup de jeunes qui n'avaient pas le sou pour démarrer une entreprise ont pu de cette façon donner suite à un rêve qu'ils caressaient depuis longtemps. Je pourrais aussi faire état d'autres interventions du gouvernement qui ont favorisé des investissements plus considérables, plus lourds. Je rappelle que nous avons levé le plafond qui avait été imposé au Fonds de solidarité de la FTQ. Nous avons obtenu une garantie qu'une bonne partie des investissements de ce fonds irait en région. C'est en train de se faire.

Dans un autre domaine, nous avons fait redémarrer la construction de logements sociaux. C'était arrêté, il n'y en avait plus. On dit: « Vous devez n'en faire que 1 500 cette année ». Soit, mais on parlait de zéro. Il y a des années que la perception automatique des pensions alimentaires se généralise à travers toute l'Amérique du Nord. Nous avons d'ailleurs une loi qui allait du moins partiellement en ce sens depuis 1988, mais elle n'avait pas été promulguée; c'est maintenant lancé. Qu'on en sorte, qu'on cesse de discuter, qu'on agisse. Un peu partout à travers le Québec, on investit, on développe des choses.

Chez vous, c'est MIL. MIL: comment se présentait le dossier quand nous sommes arrivés au pouvoir? Une perspective de 200 emplois à la fin de l'année 94 dans le chantier. Nous nous étions engagés à régler la question du traversier des Iles-de-la-Madeleine de façon à donner du travail ici. Nous l'avons réglée. Cela n'a pas été facile, c'est sûr. Le gouvernement fédéral ne nous a pas fait de cadeau, c'est clair. Nous avons eu de sacrés problèmes pour passer au travers de ces obstacles. Mais nous avons passé au travers. À l'heure actuelle, il faut moderniser ce chantier-là. Nous pensions que la parole du fédéral valait quelque chose, mais on vient de nous dire que le fédéral ne mettra pas un sou là-dedans. Est-ce que cela veut dire qu'on arrête?

Non, nous n'arrêtons pas la modernisation, nous cherchons un partenaire pour MIL, nous allons en trouver un. Nous le moderniserons ce chantier-là. J'en profite pour dire à tous les syndiqués qui ont accepté des sacrifices très importants: vous n'avez pas accepté ces sacrifices en vain. Nous n'allons pas vous laisser tomber. De votre côté, vous voudrez bien, s'il vous plaît, vous souvenir du rôle que le gouvernement aura joué. N'oubliez donc pas cela. Parce que nous, nous tenons nos engagements. Nous avons dit que MIL, le seul grand chantier naval qu'il y a au Québec, va rester ouvert. Non seulement il va rester ouvert mais nous allons essayer de lui assurer un avenir. Le fédéral n'a pas aidé parce qu'il avait décidé exactement l'inverse: le dernier chantier naval au Québec, qui n'est pas le dernier chantier naval au Canada, fermerait. Il resterait des chantiers navals sur la côte du Pacifique et sur la côte de l'Atlantique. S'il vous plaît, souvenez-vous de cela quand j'aborderai mon deuxième point tout à l'heure.

Une université, une université à Lévis. Pour régler cette question qui est discutée depuis longtemps, je ne pouvais pas faire plus que de nommer le député de Lévis comme ministre de l'Éducation. J'ai eu des discussions sur ce sujet avec lui. C'est extrêmement intéressant effectivement, il s'agirait d'une université d'un genre nouveau.

Il y a des expériences à faire ici, d'autant plus intéressantes que la région elle-même est assez particulière. À l'heure actuelle, la reprise économique commence à se manifester un peu partout au Québec, mais vous avez ici, dans Chaudière-Appalaches, le plus bas taux de chômage de toutes les régions du Québec. Il commence à y avoir des pénuries de main-d'œuvre importantes. Il vaut la peine de penser à ce qu'une université pourrait faire dans une région industrielle assez avancée, une région où les services financiers, on le sait, se sont développés considérablement. Nous avons sur ces divers points des discussions intéressantes, le ministre de l'Éducation et moi.

À propos de la commission de la Capitale nationale, il ne faut pas qu'il y ait d'ambiguïté. Il faut que l'on tienne compte de deux réalités complémentaires. La première c'est la conurbation ou la zone urbaine de Québec. Il va falloir que l'on se construise une Capitale. C'est ainsi que Ottawa s'est construite, que Washington s'est construite. À un moment donné dans le temps, il faut se décider et faire d'une ville une vraie capitale. Et, par ailleurs, il faut une région de la commission de la capitale nationale qui soit pas mal plus étendue et qui doit évidemment inclure la Rive-Sud, c'est tout simplement normal. Le projet de loi instituant la Commission nationale sera déposé bientôt. Je tiens à ce que cela soit clair pour tout le monde, la Capitale nationale est la Capitale du Québec et la Capitale de tous les Québécois. Nous allons construire une capitale du Québec. Comme Québécois,

nous allons nous construire une capitale, de la même façon Que comme Québécois, nous cherchons à nous construire un pays. C'est important de comprendre cette perspective.

Il reste encore bien des choses à faire. À peu près 40 % de nos engagements sont réalisés. Il y en a environ 40 % qui sont en voie de réalisation. Je pense, par exemple, à la question de la formation professionnelle. La formation professionnelle des jeunes au Québec, ce n'est pas un problème, c'est un drame. Nous avons complètement écrasé ce secteur. Il y a environ une dizaine d'années, sur les 500 000 jeunes inscrits à l'école secondaire au Québec, il y en avait à peu près 60 000 en formation professionnelle. L'année dernière, il en restait moins de 7 000. En même temps, on était tout à fait étonné de voir que, durant la même période, le taux de décrochage remontait à presque 40 %. Comme les gars décrochent beaucoup plus que les filles, vous savez ce que cela veut dire: c'est près de la moitié de nos gars qui décrochent. C'est proprement intolérable. Nous allons bientôt assister, grâce à l'action de notre ministre de l'Éducation, qui est ici ce soir parmi nous, à une relance, à une transformation profonde du système de formation professionnelle des jeunes au secondaire. Je suis convaincu Que la normalité des choses passe par là. Par l'arrêt du décrochage. Par une réforme profonde du système de formation professionnelle pour les jeunes. Ce mouvement va s'étendre d'ailleurs à l'ensemble de la formation professionnelle pour tout le Québec et pour toutes les classes de la société. Nous commençons par les jeunes et c'est normal. Mais nous entendons aller plus loin, comme le montre le débat en cours autour de l'obligation pour les entreprises de contribuer à la formation professionnelle.

Lorsque le projet de loi instituant cette obligation sera déposé, on verra que ce n'est pas méchant, qu'il s'agira surtout d'une incitation pour les entreprises à consacrer 1% de leur masse salariale à la formation professionnelle de leurs employés. L'objectif n'est pas de ramasser de l'argent; l'idéal selon ce programme, c'est qu'on ne prélève pas un sou, que toutes les entreprises consacrent chez elles au moins 1% de leur masse salariale à la formation professionnelle.

La formation professionnelle et la recherche et le développement sont les deux grands axes de notre prospérité pour l'avenir. Ce n'est pas de donner des subventions à toutes espèces de canards boiteux pour essayer de les tenir au-dessus des flots quelques années de plus. La fonction des gouvernements à notre époque, c'est d'assurer la formation professionnelle, la meilleure possible, de favoriser par tous les moyens la recherche et le développement. Et avant tout, ne jamais laisser tomber ses enfants. C'est impardonnable, c'est absolument impardonnable.

Voilà certaines des choses que nous faisons ou que nous cherchons à faire. Nous avons rempli nos engagements et quand on nous demande si nous allons faire ceci ou cela, tout ce que je peux répondre spécifiquement, je pense ici au projet de l'université dont parlait votre président, c'est: préparez des projets, ayez des idées, le gouvernement n'est pas là pour vous empêcher de progresser et d'avancer, le gouvernement est là pour faciliter les choses. N'ayez jamais peur de développer des projets.

Le ministre Chevrette vient d'annoncer 2 000 000 \$ pour le parc technologique de Saint-Romuald. On me dit qu'à U1tramar, des investissements seront annoncés bientôt. Notre tâche, c'est de faciliter les choses, ce n'est pas de tout arrêter.

Et je ne veux d'aucune espèce de façon donner à imaginer que sur le plan des dépenses courantes du gouvernement, des dépenses de fonctionnement, on va les faire baisser; non, on ne va pas les faire baisser. J'ai dit que l'on cesserait d'emprunter pour payer l'épicerie. Et on va cesser d'emprunter pour payer l'épicerie et attendez de voir le budget qui va être rendu public bientôt. Vous allez voir que nous sommes sérieux dans la façon de gérer nos affaires. Oui, nous allons cesser d'emprunter pour payer l'épicerie mais nous n'allons pas cesser d'emprunter pour faire des investissements. Vous le faites tous dans vos secteurs. Je ne vois pas pourquoi le gouvernement tout à coup déciderait de tout bloquer. Ne l'oubliez pas, c'est fondamental: nous ne sommes pas là pour arrêter les bons projets; au contraire, nous sommes là pour les faciliter.

Alors que nous cherchons à faire en sorte que l'économie du Québec se développe et que la société québécoise soit un peu mieux équilibrée, nous devons constater périodiquement que nous sommes en butte à des gens qui ont une philosophie tout à fait différente, qui appartiennent à un régime complètement différent. Et qui, au fond, ne sont pas d'accord pour reconnaître que ce sont les Québécois qui veulent prendre en main leurs propres affaires.

Le dernier budget Martin, il est dans un certain sens trop facile. Ce budget qui consiste à dire: « En 1995-1996, on ne sera pas trop méchant pour le Québec parce qu'il y a un référendum, mais en 1996-1997 vous allez y goûter et en 1997-1998 vous allez y goûter bien davantage »; 1 000 000 000 \$ en 1996-1997, 2 500 000 000 \$ en 1997-1998. En 1964, Jean Lesage avait dit que cela n'avait pas de bon sens que le gouvernement fédéral partage moitié-moitié avec nous autres, et qu'il nous empêche d'aboutir. D'un seul coup, il avait retiré le Québec de 29 programmes à frais partagés avec le fédéral: « Il crée la Régie des rentes ». A l'époque, on savait comment bouger. Lesage avait un culot absolument prodigieux, il est sorti en claquant la porte d'une conférence fédérale-provinciale qu'il présidait lui-même dans notre Assemblée nationale. Il a provoqué une crise telle que, finalement, il a obtenu gain de cause. C'était l'époque où on se tenait debout. Comme Duplessis s'est tenu debout quand il a affirmé que cela n'avait pas de bon sens que le gouvernement fédéral parte avec tout l'impôt sur le revenu. Il a créé le ministère du revenu et un impôt sur le revenu, ici à Québec. Il faut que l'on retrouve ce genre d'esprit, à parce qu'autrement nous sommes en train de nous perdre. Nous sommes en train, comme disait un ancien ministre de l'Union nationale, de nous faire « accumuler » au pied du mur.

On nous dit à Ottawa: « Nous contrôlons une partie de vos impôts au Québec; nous vous en retournons sous forme de transferts en dollars mais ces transferts vont diminuer d'année en année. Contentez-vous de cela ».

Je vous demande un peu ce que vous préférez pour le gouvernement du Québec, pour l'équilibre de son budget. Que nos impôts nous servent ou bien que nos impôts soient envoyés à d'autres qui nous annoncent qu'ils vont réduire les montants des transferts? Fondamentalement, il n'y a rien là de nouveau. Et, au bout du compte, c'est dans la façon dont nous nous identifions comme Québécois et comme peuple que nous pouvons réagir. À un moment donné, il faut nous dire que nos impôts, nous allons nous les payer à nous-mêmes et que nous déterminerons nos propres dépenses. C'est là la deuxième grande orientation fondamentale de ce gouvernement.

Nous nous sommes engagés, vous le savez, à donner enfin aux Québécois l'occasion de se prononcer sur leur avenir et de choisir la souveraineté. Nous nous sommes engagés à ce que ce choix leur soit présenté en 1995 et, comme pour le reste, nous tiendrons parole. Nous nous étions engagés aussi à tenir une consultation sur le projet de souveraineté. Nous avons procédé, cet hiver, à la plus grande consultation de notre histoire. Plus de 50 000, presque 55 000 Québécois ont fait acte de présence aux commissions sur l'avenir du Québec. On a pu dire, et l'expression est très belle, c'est « l'hiver de la parole ».

La qualité de la participation populaire, la richesse des rapports des commissions régionales ont dépassé toutes nos espérances en tout cas toutes les miennes. Je ne pensais jamais que l'on arriverait à quelque chose d'aussi riche. Et j'attends beaucoup du rapport de la Commission nationale qui sera déposé la semaine prochaine.

Les Québécois ont été à la hauteur de la grande tâche démocratique qui se présente à eux cette année. Devant les commissions, ils ont dit vouloir être mieux informés de plusieurs aspects importants de l'accession à la souveraineté. Ils ont raison, et j'ai bien l'intention de prendre le temps requis pour leur fournir les informations nécessaires. Nous avons déjà répondu à un certain nombre de questions, mais il y a encore des attentes et il nous faut les satisfaire.

Les Québécois nous invitent aussi à donner un contenu un peu plus précis à la souveraineté. C'est intéressant. Le Québec profond est venu nous dire que notre projet de société, c'est important. C'est important au niveau du Québec tout entier et c'est important au niveau de ma municipalité et de ma localité, de ma MRC, de mon quartier en ville. Je veux savoir où je m'en vais. Je veux savoir exactement pourquoi. C'est bien, mes amis et c'est l'expression propre de la démocratie. Quand les gens réagissent de cette façon, tous les espoirs sont permis.

Lorsqu'il recevra le rapport de la Commission nationale et la synthèse de ses travaux, le gouvernement va se donner le temps de bien les intégrer, de répondre aux espoirs qui sont exprimés. Cela ne peut pas se faire en quelques semaines. Mais cela peut se faire en quelques mois, dans le respect de notre engagement de tenir un référendum cette année. Je n'avais jamais fixé de date, ou bien de saison, pour la tenue de cette consultation. Mais, à plusieurs reprises cependant, j'ai indiqué que nous attendrions la fin du processus des commissions pour nous pencher, de façon aussi informée que possible, sur la meilleure démarche à suivre.

Fort des renseignements de ces commissions, et pouvant évaluer le travail que les Québécois nous demandent, nous avons discuté, ces derniers jours de notre calendrier. Le comité de stratégie conjoint du Bloc Québécois et du Parti Québécois s'est réuni vendredi dernier en présence de monsieur Lucien Bouchard et de moi-même. Ces derniers jours, j'ai écouté les avis de membres du caucus des députés et des délégués régionaux. Finalement, ce matin, en conseil des ministres, nous avons fait le tour de la question. Entre nous, le consensus est clairement apparu: compte tenu de l'importance de l'enjeu, et de la soif d'information des Québécois, il serait hâtif de tenir un référendum dans quelques semaines. À moins d'un événement imprévu ou exceptionnel qui justifierait de nous rendre aux urnes avant l'été, il nous semble indiqué de convier les Québécois à ce moment de vérité à l'automne.

D'ici là, toute l'information demandée sera disponible, toute la réflexion suggérée pourra être faite, toutes les explications souhaitées pourront être offertes.

La souveraineté, c'est le projet de notre vie. C'est aussi l'aboutissement d'une longue quête d'autonomie des Québécois. Depuis notre élection, nous avons tout mis en œuvre pour bien préparer cet événement. Les Québécois ont répondu à notre appel et nous encouragent malgré les admonestations de nos adversaires, à ne rien brusquer.

D'ici l'automne, le gouvernement va continuer à se consacrer à sa double tâche: d'une part, poursuivre son travail de réforme, de relance, d'aboutissement des dossiers; d'autre part, préparer le grand rendez-vous référendaire. D'ici l'automne, tous les souverainistes de tous les horizons seront à pied d'œuvre pour informer, expliquer, mobiliser. Ce que j'annonce aujourd'hui, c'est le début du dernier droit et le ralliement de nos forces. Les Québécois sont ambitieux: ils veulent l'indépendance économique grâce à l'emploi, à l'entrepreneurship et à la décentralisation et ils veulent l'indépendance politique, en sortant une fois pour toutes de l'impasse qu'est le statu quo. Cette année, ils auront l'occasion d'atteindre ces objectifs.